



Assemblée Générale Mixte du 20 mai 2026 :
Dividende de 2,70 €/action payable en numéraire
Reconduction pour trois ans de l'actuelle Gouvernance

Paris, le 21 mai 2026

INEA (ISIN : FR0010341032), acteur majeur de l'immobilier d'entreprise en régions et leader du green building, informe que l'assemblée générale mixte des actionnaires d'INEA s'est réunie le 20 mai 2026 sous la présidence de M. Philippe Rosio, avec un quorum de 93,33 %.

Dividende :

L'Assemblée Générale a approuvé le versement d'un dividende au titre de l'exercice 2025 de 2,70 € par action, payable en numéraire à compter du 28 mai 2026 (avec une date de détachement le 26 mai 2026). Le dividende versé offre un rendement de 7,9 % sur le cours de bourse du 31 décembre 2025.

Confirmation de la Gouvernance actuelle :

Les actionnaires ont approuvé le renouvellement pour trois ans du mandat de 5 administrateurs : Monsieur Philippe Rosio, Madame Arline Gaujal-Kempler, Madame Dominique Potier Bassoulet et les sociétés MACIF et SIPARI.

Le Conseil d'administration qui s'est tenu à l'issue de l'Assemblée Générale a en outre renouvelé sa confiance à Philippe Rosio en le reconduisant pour trois ans à la tête de Foncière INEA en qualité de Président, en optant par ailleurs pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. Philippe Rosio, Président, continuera ainsi d'assumer la direction générale de la Société, avec le titre de Président Directeur Général.

Le Conseil d'administration a également reconduit Arline Gaujal-Kempler en qualité de Directrice Générale Déléguée pour un nouveau mandat de trois ans.

A l'issue de cette Assemblée Générale, la gouvernance de la Société est donc confortée.

L'enregistrement filmé de l'Assemblée générale est disponible sur le site internet d'INEA.

ANNEXES :

COMPTE-RENDU ET RESULTAT DETAILLE DES VOTES DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU
20 MAI 2026

NOMBRE D'ACTIONS ET DE DROITS DE VOTE A LA DATE PRECITEE DE L'ASSEMBLEE

MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS
AUTORISE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 20 MAI 2026

Agenda financier 2026

- 9 juillet : Chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2026
- 23 juillet : Résultats semestriels 2026
- 14 octobre : Chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2026

A propos d'INEA

Créée en mars 2005, INEA est une SIIC qui investit dans des immeubles tertiaires neufs ou récents situés dans les principales métropoles régionales françaises. INEA possède un patrimoine de qualité répondant à la demande de ses locataires, principalement des filiales de grands groupes privés ou publics et se positionne comme l'un des leaders du Green Building en France.

Au 31 décembre 2025, son patrimoine est constitué de 82 sites immobiliers représentant une surface locative totale de près de 463 000 m² et une valeur de 1 210 M€ droits compris, offrant un rendement potentiel de 7,5 %.

Plus d'information : www.fonciere-inea.com

Compartiment B **Euronext Paris** - ISIN : FR0010341032

Reuters : [INEA.PA](https://www.reuters.com/markets/europe/ineapa) - Bloomberg : INEA FP

Membre des indices IEIF Foncières et IEIF Immobilier France

Membre des indices CAC® Small, CAC® Mid & Small, CAC® All-Tradable et CAC® All-share

Contacts Société et Relations presse :**INEA**

Philippe Rosio
Président Directeur général
Tél. : +33 (0)1 42 86 64 46
p.rosio@fonciere-inea.com

Karine Dachary
Directrice générale adjointe
Tél : +33 (0)1 42 86 64 43
k.dachary@fonciere-inea.com

PUBLICIS CONSULTANTS

Theresa Vu
Tel : + 33 6 60 38 86 38
theresa.vu@publicisconsultants.com

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE (ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE) DU 20 MAI 2026

L'Assemblée générale mixte (Ordinaire et Extraordinaire) des actionnaires de Foncière INEA (« **l'Assemblée générale** ») s'est tenue le 20 mai 2026 à 10 heures au siège de sa Direction administrative, 21 avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous la présidence de Monsieur Philippe Rosio, Président du Conseil d'Administration, en présence de la Directrice générale déléguée, et des commissaires aux comptes.

Nombre d'actionnaires

Le nombre d'actionnaires présents, représentés et ayant voté à distance était de 60 :

- 6 actionnaires étaient présents (représentant un total de 2 672 019 actions et 3 780 222 voix),
- 14 actionnaires ont voté par un pouvoir de représentation donné au Président (représentant un total de 212 559 actions et 335 787 voix),
- 9 actionnaires ont voté par un pouvoir de représentation donné à une personne dénommée (représentant un total de 3 044 765 actions et 5 036 089 voix), et
- 31 actionnaires ont voté à distance par correspondance (représentant un total de 4 167 458 actions et 6 944 797 voix).

Quorum

Les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance par correspondance **possédaient 10 096 801 actions** sur les 10 818 080 actions ayant droit de vote (10 841 080 actions composant le capital social moins 23 000 actions auto-détenues), soit un quorum de 93,33 %.

S'agissant du quorum requis pour valablement délibérer sur :

- **la partie ordinaire de l'Assemblée générale** (soit de la 1^{ère} à la 19^{ème} résolution incluse) : il convenait de **réunir 1/5 des 10 818 080 actions ayant le droit de vote**, soit un minimum de 2 163 616 actions – le quorum est atteint,
- **la partie extraordinaire de l'Assemblée générale** (soit de la 20^{ème} à la 29^{ème} résolution incluse) : il convenait de réunir **1/4 des 10 818 080 actions ayant le droit de vote**, soit un minimum de 2 704 520 actions – le quorum est atteint.

Les conditions de quorum étant remplies au visa de la feuille de présence à l'ouverture de l'Assemblée générale pour chacune des 29 résolutions soumises aux suffrages de l'Assemblée générale (validées par ailleurs lors du vote de chaque résolution), l'Assemblée générale a été déclarée régulièrement constituée et a été en mesure de valablement délibérer sur chaque résolution présentée.

Majorité

Les actions détenues par les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance **représentaient ensemble un total de 16 096 895 voix**, compte tenu de l'existence d'un droit de vote double (stipulé à l'article 15 des statuts de Foncière INEA).

La majorité à recueillir était de :

- **la majorité des voix exprimées pour la partie ordinaire de l'Assemblée générale** (1^{ère} à 19^{ème} résolution), étant précisé que pour la 5^{ème} résolution (conventions réglementées), l'actionnaire directement ou indirectement intéressée à la convention s'est abstenu de prendre part au vote en application de l'article L 225-40, al. 4 du Code de commerce – *ses actions n'ayant pas été prises en compte pour le calcul de la majorité*.
- **2/3 des voix exprimées pour la partie extraordinaire de l'Assemblée générale** (20^{ème} à 29^{ème} résolution).

Les « voix exprimées » conformément à la réglementation en vigueur ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles un actionnaire s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Le minimum requis en termes de « voix exprimées » pour adopter valablement chacune des 29 résolutions est précisé à l'occasion du vote de chaque résolution ci-dessous reproduit (au visa du nombre de voix exprimées servant de référence pour les décomptes de voix au titre de chaque résolution).

Résumé des Votes de l'Assemblée générale

Les conditions de majorité n'ont pas été remplies pour chacune des 29 résolutions soumises aux suffrages de l'Assemblée générale, elles n'ont donc pas toutes été adoptées. Les résultats chiffrés pour chaque résolution présentée sont indiqués ci-dessous.

La Société déclare, en conformité avec les recommandations formulées par le groupe de travail de l'AMF validées par le Collège de l'AMF lors de sa séance du 24 juillet 2018, qu'au jour de son Assemblée générale, aucun droit de vote n'a été rejeté.

Un échange a eu lieu entre les actionnaires et la direction de la Société. Les actionnaires ont eu la possibilité de poser des questions.

L'Assemblée générale a :

- approuvé les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ainsi que l'affectation du résultat de l'exercice 2025 ;
- donné quitus sans réserve aux membres du Conseil d'administration à raison de leur mandat assuré au cours de l'exercice susvisé et en tant que de besoin au censeur ;
- voté en faveur du versement d'un dividende (au titre de l'exercice 2025) de 2,70 € par action ;
- approuvé les termes du rapport général et du rapport spécial des commissaires aux comptes, prenant acte que le rapport spécial précité ne fait mention d'aucune convention nouvelle au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 autre que l'avenant à convention avec la société GEST (précédemment autorisée par le Conseil d'administration) ;
- approuvé l'absence de versement de toute rémunération ou de tout avantage en nature de quelque sorte que ce soit au titre de l'exercice 2025, en conformité avec la politique de rémunération votée par l'Assemblée générale du 4 juin 2025, tant au Président-directeur général (Monsieur Philippe Rosio) qu'au Directeur Général délégué (Madame Arline Gaujal-Kempler) ;

- approuvé la politique de rémunération établie au titre de l'exercice 2026 par le Conseil d'administration pour le Président-Directeur général, Monsieur Philippe Rosio et le Directeur général délégué, Madame Arline Gaujal-Kempler (telle que décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport annuel du Conseil d'administration figurant dans le Document d'enregistrement universel (exercice 2025) de la Société, chapitre 4 « Rapport sur le gouvernement d'entreprise », section 4.2.1 « Mandataires sociaux exécutifs (dirigeants) »), étant précisé par ailleurs que Monsieur Philippe Rosio et Madame Arline Gaujal-Kempler ne recevront (à leur demande) au titre de l'exercice 2026 aucune rémunération le cas échéant pour leur fonction d'Administrateur ;
- approuvé le versement au titre de l'exercice 2025 aux mandataires sociaux non dirigeants (membres du comité d'audit et Administrateur référent inclus), d'une (seule et unique) rétribution au titre de leur mandat social à hauteur du montant et selon la répartition indiquée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise) ;
- approuvé la politique de rémunération établie au titre de l'exercice 2026 par le Conseil d'administration concernant les mandataires sociaux non dirigeants – membres du Comité d'audit et du Comité stratégique et Administrateur référent compris – telle que décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport annuel du Conseil d'administration dont il ressort que la seule rémunération qui leur sera versée et attribuée sera une rétribution au titre de leur mandat social (aucun avantage en nature ne leur sera versé) ;
- fixé le montant de la rémunération à attribuer au titre de l'exercice 2026 aux membres du Conseil d'Administration (y compris aux membres du Comité d'audit & RSE et du Comité stratégique et à l'Administrateur référent) à 177 700 euros (sa répartition étant effectuée en conformité des dispositions du rapport sur le gouvernement d'entreprise) ;
- renouvelé les mandats, pour une nouvelle durée de 3 ans, en qualité d'administrateurs de Monsieur Philippe Rosio, Madame Arline Gaujal-Kempler, Madame Dominique Potier Bassoulet et les sociétés MACIF et SIPARI ;
- autorisé (pour une durée de 18 mois) le Conseil d'administration, à acheter des actions de la Société conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce et au Règlement (UE) 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché, dans les conditions et termes de la 18^e résolution de l'Assemblée (notamment au prix maximum d'achat par action ne pouvant pas dépasser 60 euros hors frais - le nombre maximum d'actions pouvant être acquis par la Société étant limité à 10 % du nombre total des actions composant le capital social) ;
- approuvé la délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social par voie d'incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ;
- refusé les délégations de compétence financières prévues de la 21^e résolution à la 28^e résolution ; et
- refusé d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en application des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce.

RESULTAT DETAILLE DES VOTES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

RESOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Première résolution (Approbation des comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2025)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 0
- abstention : 5 645 956
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 10 450 939

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 100 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 5 225 470 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 0
- abstention : 5 645 956
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 10 450 939

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 100 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 5 225 470 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Troisième résolution (Quitus aux membres du Conseil d'administration et en tant que de besoin au Censeur au titre de l'exercice 2025)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 998 263
- abstention : 4 647 693
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 11 449 202

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 91,28 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 5 724 602 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Quatrième résolution (Affectation du résultat de l'exercice 2025 – montant de la distribution – Rappel des distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents)

- vote « pour » : 14 199 265
- vote « contre » : 0
- abstention : 1 897 630
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 14 199 265

Cette résolution est adoptée par 14 199 265 voix (soit 100,00 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 099 633 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Cinquième résolution (Examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées relevant de l'article L. 225-38 du Code de commerce, avenant à la convention avec la société GEST)

- vote « pour » : 7 249 592
- vote « contre » : 5 646 514
- abstention : 3 200 789
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 12 896 106

Cette résolution est adoptée par 7 249 592 voix (soit 56,22 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 6 448 054 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Sixième résolution (Approbation des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés ou attribués au Président-Directeur général au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

- vote « pour » : 9 912 650
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 538 289
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 15 558 606

Cette résolution est adoptée par 9 912 650 voix (soit 63,71 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 779 304 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Septième résolution (Approbation de la politique de rémunération concernant le Président-Directeur général pour l'exercice 2026)

- vote « pour » : 9 912 650
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 538 289
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 15 558 606

Cette résolution est adoptée par 9 912 650 voix (soit 63,71 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 779 304 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Huitième résolution (Approbation des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés ou attribués au Directeur général délégué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

- vote « pour » : 9 912 650
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 538 289
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 15 558 606

Cette résolution est adoptée par 9 912 650 voix (soit 63,71 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 779 304 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Neuvième résolution (Approbation de la politique de rémunération concernant le Directeur général délégué pour l'exercice 2026)

- vote « pour » : 9 912 650
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 538 289
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 15 558 606

Cette résolution est adoptée par 9 912 650 voix (soit 63,71 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 779 304 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Dixième résolution (Approbation des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés ou attribués aux mandataires sociaux non dirigeants – censeur, membres du Comité d'audit et Administrateur référent compris – au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 8 048 448 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Onzième résolution (Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux non dirigeants – membres du Comité d'audit et du Comité stratégique et Administrateur référent compris – pour l'exercice 2026)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 8 048 448 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Douzième résolution (Fixation du montant global de la rémunération à verser aux membres du Conseil d'administration y compris aux membres du Comité d'audit & RSE et du Comité stratégique et à l'Administrateur référent à raison de leur mandat social)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 8 048 448 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Treizième résolution (Renouvellement du mandat de membre du Conseil d'administration de Monsieur Philippe Rosio)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 8 048 448 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Quatorzième résolution (Renouvellement du mandat de membre du Conseil d'administration de Madame Arline Gaujal-Kempler)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 8 048 448 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Quinzième résolution (Renouvellement du mandat de membre du Conseil d'administration de Madame Dominique Potier Bassoulet)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 8 048 448 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Seizième résolution (Renouvellement du mandat de membre du Conseil d'administration de la Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France et des cadres et des salariés de l'Industrie et du Commerce-MACIF)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 0
- abstention : 5 645 956
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 10 450 939

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 100 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 5 225 470 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Dix-septième résolution (Renouvellement du mandat de membre du Conseil d'administration de la société SIPARI)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 0
- abstention : 5 645 956
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 10 450 939

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 100 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 5 225 470 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Dix-huitième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 0
- abstention : 5 645 956
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 10 450 939

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 100 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 5 225 470 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Dix-Neuvième résolution (Pouvoirs pour les formalités)

- vote « pour » : 15 197 528
- vote « contre » : 0
- abstention : 899 367
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 15 197 528

Cette résolution est adoptée par 15 197 528 voix (soit 100 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 598 765 voix pour valablement adopter la présente résolution.

RESOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Vingtième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social par voie d'incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 998 263
- abstention : 4 647 693
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 11 449 202

Cette résolution est adoptée par 10 450 939 voix (soit 91,28 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est supérieur au minimum requis de 7 632 802 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingtième-et-unième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social, par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société et/ou de ses filiales ou donnant droit à l'attribution de titres de créances)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-deuxième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social, par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société et/ou de ses filiales ou donnant droit à l'attribution de titres de créances)

- vote « pour » : 10 450 381
- vote « contre » : 5 645 514
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 381 voix (soit 64,92 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-troisième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social, par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et ce, dans le cadre d'offres au public visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier réservées à un cercle restreint d'investisseurs ou à des investisseurs qualifiés)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-quatrième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour procéder à l'augmentation du capital social, dans la limite de 15 % de celui-ci, par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société et/ou de ses filiales ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital)

- vote « pour » : 10 450 381
- vote « contre » : 5 646 514
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 381 voix (soit 64,92 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-cinquième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en rémunération de titres apportés à toute offre publique d'échange mise en œuvre par la Société)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-sixième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-septième résolution (Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration pour décider, en cas d'émission de titres, avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 263 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-huitième résolution (Fixation des plafonds globaux dans le cadre des délégations de compétences et de pouvoirs données au Conseil d'administration en matière d'émission de titres)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

Vingt-neuvième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en application des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce)

- vote « pour » : 10 450 939
- vote « contre » : 5 645 956
- abstention : 0
- voix exprimées servant de référence à la présente résolution : 16 096 895

Cette résolution est rejetée car elle n'obtient que 10 450 939 voix (soit 64,93 % des voix exprimées servant de référence à la présente résolution), ce qui est inférieur au minimum requis de 10 731 264 voix pour valablement adopter la présente résolution.

**NOMBRE D' ACTIONS ET DE DROITS DE VOTE AU SEIN DE FONCIERE INEA
A LA DATE DE L' ASSEMBLEE DU 20 MAI 2026**

En application de l'article L.233-8 I du Code de Commerce et de l'article 223-16 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (RGAMF), la Société Foncière INEA dont les actions sont cotées sur le marché Euronext Paris Compartiment B informe ses actionnaires qu'à la date de la tenue de son Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 20 mai 2026 (avant bourse) :

- le nombre total d'actions composant le capital social de la société ressort à 10 841 080
- le nombre total de droits de vote théoriques⁽¹⁾ attaché auxdites actions ressort à 16 870 663
- le nombre total de droits de vote exerçables⁽²⁾ attaché auxdites actions ressort à 16 847 769

⁽¹⁾ le nombre total de droits de vote théoriques est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote (le cas échéant double en application de l'article 15 des statuts) y compris les actions auto-détenues (privées selon la réglementation en vigueur de droit de vote)

⁽²⁾ le nombre total de droits de vote exerçables est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote (le cas échéant double en application de l'article 15 des statuts) déduction faite des actions auto-détenues (privées de droit de vote)

**MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT
D'ACTIONS AUTORISE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 20 MAI 2026**

L'Assemblée générale de la Société du 20 mai 2026, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées générales ordinaires, a voté à la majorité requise en faveur de la 18^e résolution aux termes de laquelle elle a autorisé le Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à compter de ladite Assemblée à acheter des actions de la Société et ce, dans les conditions et modalités de ladite 18^e résolution et notamment en vue d'assurer l'animation du marché du titre INEA, dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement et de couvrir des opérations d'attributions gratuites d'actions existantes dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suiv. et L.22-10-59 et suiv. du Code de commerce.

En conformité avec les dispositions des articles 221-3 et 241-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (RGAMF), la Société indique avoir publié son Descriptif du programme de rachat d'actions (« **DPR** ») aux termes de son rapport financier annuel tel qu'incorporé dans le Document d'enregistrement universel n°D.26-0208 (« **DUE** »).

Le DPR, qui comprend l'intégralité des informations devant y figurer en application notamment de l'article 241-1 et suivants du RGAMF, est mentionné au paragraphe 7.5.5.2 de l'DUE (pages 230 et 231) auquel il est fait renvoi exprès pour toutes informations le concernant.

La durée du DPR est de 18 mois à compter du 20 mai 2026, expirant le 19 novembre 2027 minuit.

Paris, le 20 mai 2026
